

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE
AFFAIRE
LE PROCUREUR c. LAURENT GBAGBO

ANNEXE 39
PUBLIQUE

Article intitulé « Réactions / Pro-Gbagbo, pro-Ouattara et société civile satisfaits après la décision de justice » publié le 6 août.2013 dans le journal L'intelligent d'Abidjan

Réactions / Pro-Gbagbo, pro-Ouattara et société civile satisfaits après la décision de justice

Dr Claude Koudou (Porte-parole du CDR-CI):
"Ces libérations vont dans le sens de l'apaisement"

« Nous venons d'avoir la confirmation de la « mise en liberté provisoire » de 14 détenus de la « crise



postélectorale de décembre 2010 à avril 2011 ». (...) Le CDR-CI (Conseil de la Diaspora pour la Restauration de la Démocratie et la Défense des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire) ne peut que saluer ces libérations qui vont dans le sens de l'apaisement. Nos premiers mots vont naturellement vers nos amis à qui nous exprimons encore nos soutiens et disons que nous sommes toujours mobilisés à leurs côtés. Emus que nous sommes tous - naturellement parce que nous sommes des humains - nous devons toujours restés dignes. Le pouvoir Ouattara a fait un geste important ; pas parce qu'il a libéré des personnes qui étaient coupables mais parce que cet acte fait recouvrer la liberté à des personnes qui en étaient injustement privées. Le CDR-CI, comme tous les démocrates pensent que Laurent et Simone Gbagbo et tous les prisonniers politiques qui restent détenus, doivent recouvrer la liberté. C'est la clé pour que le pays retrouve sa sérénité. Ainsi, autour d'une table, les Ivoiriens pourront trouver les solutions pour aller à la reconstruction de leur pays.

Dr Richard Kodjo (Secrétaire général du FPI): "C'est la façon la plus élégante de nous s'engager sur la voie de l'apaisement"

Du point de vue des prisonniers libérés, c'est une satisfaction de voir que des pères et des mères de familles, qui sont injustement emprisonnés depuis plus de deux ans recouvrent enfin la liberté. Même si elle n'est que provisoire. Nous disons donc merci à la justice qui a daigné les libérer provisoirement. Par contre, en tant que secrétaire générale du FPI, c'est-à-dire qu'en tant que comme politique notre point de vue est que les prisonniers qui ont été enfermés par le régime sont des prisonniers politiques, ce ne sont pas les prisonniers du droit commun donc ce qui était juste était que le gouvernement au plus haut niveau prennent de façon courageuse une décision pour libérer tous les prisonniers politiques. Monsieur Aboudramane Sangaré qui est professeur à l'université n'a ni volé, ni braqué une banque, ni attaqué un citoyen. Affi N'Guessan n'a ni braqué une banque, ni volé de citoyen. Ce sont des prisonniers politiques qui méritaient que le gouvernement prennent une décision politique pour les libérés parce que se ont des prisonniers politique. De ce point de vue là on lance encore et toujours un appel au gouvernement qui pour s'engager dans la voie de la réconciliation doit libérer tous les prisonniers politiques. C'est la façon la plus élégante et la plus simple de nous s'engager sur la voie de l'apaisement et la réconciliation. »

Raphaël Dogo, ex-membre du gouvernement Aké N'Gbo "C'est un signal très fort"

Il est temps que la Côte d'Ivoire amorce la phase de la réconciliation et libérer des icônes de l'ex-LMP comme le Président Affi, Lida Kouassi et surtout Michel Gbagbo est un signal très fort que les Ivoiriens apprécieront à sa juste valeur. Ma joie est d'autant plus grande que mes ex-codétenus de Boundiali le Gouverneur Dakouri, le Ministre Alcide Djédjé, l'Honorable Sokouri Bohui et le DG Séka Obodji ont été aussi libérés. A présent, nos regards sont désormais tournés vers Maman Simone et le Président Gbagbo. Je crois aussi en leur future

libération pour une réconciliation parfaite ! Pour l'instant, seule la réconciliation devrait primer. Bien entendu, toute autre action ou combat devrait s'inscrire dans le strict respect des principes démocratiques.

Idriss Ouattara, ex-président des agoras et parlements en exil "La suite du combat devient très intéressante"

« Je salue cette libération. Nous avons foi que cela interviendrait sans que personne ne s'agenouille devant qui que ce soit pour demander pardon parce que nos camarades n'ont rien fait. Ils ont été pris en otage. Maintenant la suite du combat devient très intéressante. La politique devient très intéressante. Quand dans un match l'arbitre distribue de faux cartons rouges à des joueurs clés pour affaiblir l'équipe de Gbagbo et que ces joueurs reviennent prendre leur place dans l'équipe après expiration de leurs faux cartons l'équipe ne fait que se renforcer pour engager les dernières batailles de la libération. Nos camarades ont été fortifiés par leur séjour carcéral. Nous leur disons bienvenus. Mais il ne faut pas qu'on se contente seulement de les libérer des prisons physiques pour les enchaîner dans des prisons judiciaires en restreignant leur liberté. À donner avec la main gauche pour reprendre avec la main droite. Nous n'accepterons pas cela parce qu'en vérité Ouattara a toujours eu peur d'ouvrir le jeu politique »

Toussaint Alain (Ancien Conseiller du Président Laurent Gbagbo) : "J'encourage Alassane Ouattara à poser les derniers actes décisifs"

« Je note avec satisfaction la remise en liberté provisoire, ce jour, de 14 détenus politiques, dont MM. Pascal Affi N'Guessan, président du Front populaire ivoirien (FPI), Michel Gbagbo, fils du Président Laurent Gbagbo, et Philippe Henry Dacoury-Tabley, ancien gouverneur de la Banque centrale d'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Si cette décision attendue est à saluer, je regrette toutefois que la mesure ne concerne pas également la Première Dame Simone Gbagbo ni M. Charles Blé Goudé, président du Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (COJEP), ainsi qu'environ 800 civils et militaires, encore injustement détenus pour des motifs politiques. J'encourage M. Alassane Ouattara et son gouvernement à poser les derniers actes décisifs pour le rassemblement des Ivoiriens et la cohésion sociale, notamment en ordonnant la libération de tous les prisonniers politiques et en levant les mandats d'arrêt internationaux contre plusieurs dizaines de personnalités du précédent régime, aujourd'hui contraintes à l'exil forcé. J'exprime ma sincère gratitude aux autorités politiques du monde pour leurs actions discrètes et leur plaidoyer pour la libération des détenus politiques et le respect des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire. Enfin, je tiens à féliciter la population ivoirienne pour sa maturité, et les mouvements de la Diaspora ivoirienne et africaine, toujours mobilisés contre l'injustice et l'arbitraire »

Mamadou Koulibaly, président de Lider : "Il faut en finir avec les abus de pouvoir"

« On ne m'a pas expliqué à l'époque pourquoi ils étaient maintenus en prison. On ne nous expliquera pas non plus pourquoi ils sortent de prison sans jugement clair. Je pense que quand un président et son gouvernement peuvent emprisonner les gens sans raisons valables et les libérer de la même façon nous avons un grave déficit de justice et de liberté. Libérer ceux qui sont en prison c'est bien. Mais à quand la libération de ceux qui ne sont pas en prison ? Le peuple entier attend d'être libéré par une justice juste et une réconciliation vraie. Il faut en finir avec les abus de pouvoir. C'est une bonne nouvelle mais qui interroge nos libertés individuelles et notre conscience démocratique. La Grace présidentielle pour des crimes même pas jugés ! Cela à un nom que je vous laisse deviner ».

Guillaume Soro, président de l'Assemblée nationale : "Je félicite le Président Ouattara"

« Je me permets de dire mes félicitations au Président Alassane Ouattara qui, par la libération de ceux qui hier le pourfendaient, démontre sa stature d'homme d'Etat. Je tiens à saluer les Chefs Traditionnels de Gagnoa qui ont su prononcer ce mot précieux « Pardon » et par là ont ouvert la porte du Pardon. En ouvrant la porte du Pardon on ouvre aussi la porte de la libération. Oui je serai à Gagnoa pour la paix. Oui je serai le 15 Août à Gagnoa. »

Cissé Baongo, ministre de l'enseignement supérieur, cadre du Rdr : "Une très bonne décision qui a été saluée par tout le Gouvernement"

« Une très bonne décision, qui a été saluée par tout le Gouvernement par des applaudissements nourris, parce qu'elle contribue à la réconciliation et va permettre à l'opposition de participer effectivement et dans de bien meilleures conditions au débat démocratique ».

Aristide Ozoukou, président Coercip, mouvement étudiant " Nous invitons le Fpi à ne pas sous-estimer cet acte"

« Nous saluons cet acte que la justice Ivoirienne vient de poser. Saluer également le chef de l'Etat pour dire que la côte d'Ivoire n'est pas irréconciliable. Si chacun y met une bonne foi, une bonne volonté, la réconciliation ne sera pas une vue d'esprit mais une réalité dans notre pays comme ce fut le cas en Afrique du Sud. Nous invitons le chef de l'Etat à continuer sur cette lancée. Nous saluons aussi la patience du FPI et l'invitons à ne pas sous-estimer cet acte même si c'est une décision provisoire. »

In L'Intelligent d'Abidjan

Mardi 6 Août 2013
La Dépêche d'Abidjan

Actualité

Notez

 [Ajouter aux favoris](#)

Source :
<http://www.ladepechedabidjan.info>